

# L'Abeyille

de la Nouvelle-Orléans  
Journal Hebdomadaire  
Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistrée à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par un \$2.50  
Pour les Etats-Unis, un an ..... \$3.00  
Par mois ..... 25c

LE VRAI SENS DE LA

## Question de Haute-Silésie

"Frédéric II fit la grandeur de la Prusse en annexant la Silésie et la Prusse polonaise..." J'extrai cette phrase du manuel d'histoire qu'Albert Malet, excellent maître et noble cœur s'il en fût, rédigea voici quelque vingt ans à l'usage des élèves de première, ambitieux de baccalauréat; et, feuilletant son livre, je tombe sur ces mots: "Des trois guerres de la succession d'Autriche, la plus importante fut la guerre austro-prussienne, parce que son résultat essentiel, la conquête de la Silésie par la Prusse, fit de la Prusse une grande puissance, modifia l'équilibre des états allemands, et prépara une nouvelle grande guerre, la guerre de Sept-Ans..." Diable! diable! Voilà qui n'est pas rassurant! Mon pauvre collègue Albert Malet, qu'une balle allemande coucha raide, il y a cinq ans, dans la poudre crayeuse de Champagne, avait-il le don de double vue?... Et je continue de lire: "...L'initiative des hostilités fut prise par le roi de Prusse..." Tiens! les choses n'ont guère changé depuis 1740! ... par le roi de Prusse, qui ne se tenait pour lié par sa parole que dans la mesure où il y trouvait profit et professait l'immorale doctrine du succès légitimant les violations du droit: "En fait de royaume, écrivait-il, on prend quand on peut et l'on n'a jamais tort quand on n'est pas obligé de rendre..."

Et c'est ainsi que la Silésie, annexée d'abord par l'Autriche bien que peuplée de Polonais, devint prussienne... Mais elle ne le devint que parce que le roi prussien sut dresser avec une habileté infernale l'Angleterre contre la France. Ce fut peut-être son adresse suprême, que de cultiver précieusement la mésintelligence entre Paris et Londres, d'amener peu à peu Français et Anglais à la bataille à son profit, puisque aussi bien il obtint des Anglais de très importants subsides qui lui permirent de conserver sa conquête des bords de l'Oder. Et, aux personnages influents du Foreign-Office, ainsi qu'aux journalistes britanniques qui se laissent prendre aux avances de Berlin, je me permets de rappeler ce petit fait en les priant de le méditer: Envoyant deux ambassadeurs, le comte de Truchess au roi d'Angleterre, le colonel de Camas au roi de France, pour notifier son avènement, Frédéric rédigeait en ces termes leurs instructions: "Devant les créatures françaises, écrivait-il à Truchess, vous affecterez beaucoup de cordialité avec les Anglais, quand même il y en aurait très peu. Mais vous ferez beaucoup valoir l'envoi de Camas en France. Vous direz avec un air de jalousie qu'il possède ma confiance et qu'il ne va pas en France pour enfiler des perles..." "Vous ferez mille civilités au cardinal Fleury (l'Aristide Briand du moment), écrivait-il pour Camas. Excitez autant qu'il sera en vous l'envie qu'ils ont contre l'Angleterre..."

C'est toute la politique suivie aujourd'hui par le docteur Rosen et ses prédécesseurs à la Wilhelmstrasse, que Frédéric le grand, que Frédéric l'unique, définissait là. Les ministres du Reich ont excité autant qu'il a été en eux l'envie que la France pouvait avoir contre la Grande-Bretagne, ou la Grande-Bretagne contre la France, et ils ont trouvé pour ce faire de solides appuis à Londres.

Et c'est là ce qui est grave. Je vois bien l'intérêt d'argent que quelques financiers anglais et souvent allemands fraîchement naturalisés anglais, peuvent avoir à conserver la Haute-Silésie à l'Allemagne, mais je ne crois pas du tout que ce soit l'intérêt de la nation anglaise elle-même de fortifier le Reich. Bien mieux, je suis assuré du contraire. Il paraît certain que les deux puissances alliées désirant également la paix, tout ce qui peut l'assurer doit être souhaité par l'une et par l'autre avec la même ardeur.

Et alors j'en suis réduit à me dire: Quelque inféodé que soit le Gouvernement de M. Lloyd George aux puissances d'argent britanniques, il doit avoir un autre motif pour s'opposer avec une si extraordinaire âpreté aux propositions françaises, lorsqu'il s'agit de la Silésie. Et fait, la question de Haute-Silésie n'est, vraisemblablement, pour lui qu'une question de second ordre. Je veux croire qu'il ne se rend pas compte, comme nous, de la gravité exceptionnelle des problèmes qu'elle pose, qu'il ne voit pas les redoutables germes de guerre qu'il sèmerait s'il parvenait à la faire résoudre selon les vœux allemands. Je veux croire cela, et qu'il ne sait pas que la Haute-Silésie, que ses districts miniers permettraient au Reich d'organiser loin du contrôle et de la menace des Alliés le formidable arsenal nécessaire à une guerre de revanche. Je veux croire qu'il a des illusions sur l'état d'esprit des dirigeants de l'empire, comme sur la volonté des Polonais des territoires de plébiscite de rester Polonais... Mais tout cela est insuffisant à expliquer l'entêtement prodigieux qu'il met à refuser l'envoi des renforts demandés par la Haute-Commission interalliée d'Oppeln comme de réunir immédiatement à Paris une commission d'experts qui, d'extrême urgence, présenterait au Conseil suprême un rapport, avec des conclusions précises permettant de prendre une décision juste et applicable.

La vérité, c'est que pour le Foreign-Office, la question silésienne n'est qu'un atout dans son jeu, un moyen de pression sur la France, j'allais écrire un moyen de chantage. La vérité, c'est que la Silésie importe bien moins à l'Angleterre que l'Orient; qu'en Turquie, en Asie Mineure, en Perse, en Egypte, et vers les Indes sont ses préoccupations suprêmes et que tous les moyens lui sont bons pour nous écarter des régions qu'elle considère depuis des siècles comme des chasses gardées.

Bonaparte savait ce qu'il faisait, lorsque, pour combattre le Gouvernement britannique, il l'attaqua en Egypte, puis plus tard sur le Bosphore avec le général Sebastiani, ou à Téhéran avec le général Gardane. Durant la grande guerre, parés de pénibles discussions, nous avions réglé avec Londres le partage de l'Asie Mineure. La zone française touchait à la Perse par le territoire de Mossoul et à l'Egypte par la Syrie du Sud et la Palestine internationalisée. Tout le jeu anglais a été de nous écarter de l'Egypte et de la Perse, comme de Constantinople; et, pour y parvenir, de nous faire payer de lourdes concessions matérielles définitives en Orient son appui moral provisoire et spasmodique sur le Rhin, ou sur l'Oder, ou sur la Sprée.

Voilà comment, pour n'être pas seul en face de l'Allemagne dans chacun des conflits qui ont éclaté pour l'application du traité, en fait de réparations, de sanctions, ou de garanties, nous avons consenti à l'Angleterre, ou des avantages économiques considérables, ou l'abandon de Mossoul, ou l'abandon de la Syrie du Sud, ou l'abandon de la Palestine, ou la main-mise sur Constantinople.

La situation peut donc se résumer ainsi: L'Allemagne vaincue a signé un traité. L'Angleterre comme la France a apposé sa signature au bas de ce traité, elle est donc comme la France engagée d'honneur à le faire appliquer. Pour contraindre le Reich, qui regimbe, à remplir ses engagements, la France est obligée d'entretenir sous les armes une

armée formidable, l'armée la plus forte du monde, et de beaucoup. Elle est donc libre de contraindre par la force l'Allemagne à s'exécuter.

Mais l'Angleterre a ses principaux intérêts en Orient; elle a signé elle aussi un traité avec la France pendant la guerre. Elle regrette les concessions qu'elle nous a faites. Elle veut nous amener à les abandonner une à une. Dans ce but elle voit sans déplaisir, elle encourage parfois les résistances allemandes, afin de se faire payer le plus cher possible son assistance, purement morale, je l'ai dit, puisque ses forces militaires sont faibles, et tout juste suffisantes pour garder les territoires immenses conquis par elle pendant la guerre.

Voilà, je pense, le sens exact de l'attitude de M. Lloyd George dans la question de Haute-Silésie. Nous soutenons le point de vue polonais, parce qu'il est juste, et assure la paix et notre sécurité. M. Lloyd George soutient le point de vue allemand, pour nous amener à céder en Orient, à abandonner la Turquie au profit des Grecs et de l'Angleterre. N'oublions jamais qu'à côté du Premier anglais, c'est un "homme des Indes," lord Curzon, qui conduit la politique extérieure de Sa Majesté.

Au surplus l'histoire est ancienne. Au début de cet article j'évoquais le souvenir de Frédéric II qui conquit la Silésie en opposant la France et l'Angleterre. Or, tandis que au XVIIIe siècle nous nous épuisions dans la lutte européenne, tandis que nos soldats mouraient par milliers en Allemagne ou en Belgique, l'Angleterre, elle, détournant les yeux de la petite Europe, partait à la conquête du monde. Elle commençait par l'Amérique et par l'Asie, et comme elle trouvait au Canada et aux Indes des Français installés et qui la gênaient, elle les en fit sortir brutalement tandis que le premier ministre de France, les yeux fixés sur le Rhin et l'Oder, déclarait à qui voulait l'entendre: "Quand le feu est à la maison, on ne s'occupe pas des écuries."

ANDRE FRIBOURG, député,  
Secrétaire de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts, et membre du Conseil Supérieur des Colonies.

## La Conférence à Washington

L'Ambassadeur des Etats-Unis à Paris, l'Honorable Myron T. Herrick, a avisé notre gouvernement que le premier ministre de la France, Monsieur Aristide Briand, devra représenter son gouvernement à la Conférence de Washington, le 11 novembre prochain.

Le fait que cette acceptation de l'invitation de notre Président Harding est la première qui ait été reçue officiellement à Washington, et aussi que Monsieur Briand viendra à la tête d'une déléga-tion Française, est vivement apprécié par notre gouvernement, car il est à présumer que les autres nations feront de même, et seront représentées par leurs premiers ministres, ou chefs de cabinet.

## Mon Film

La presse bruxelloise vient de recevoir à sa manière, qui est excellente, des journalistes français auxquels je me suis joint malgré la chaleur... Cela m'a donné l'occasion de revoir cette jolie capitale brabançonne où la bonne humeur et la cordialité sont toujours grandes, mais où, hélas, la vie a terriblement renchéri: le temps n'est plus où les cigares ornés d'une bague sur laquelle on lit: "Pour la Noblesse" coûtaient deux sous... Ils en coûtent vingt aujourd'hui.

La Belgique est devenue une nation glorieuse, elle est mêlée aux grands événements et elle a des ambassadeurs, mais cela lui vaut les embêtements, les préoccupations et les charges des individus et des peuples qui deviennent des

vedettes... Les pays de cocagne sont les pays qui n'ont pas d'histoire—et voilà pourquoi les cigares, sans parler du reste, sont devenus si chers à Bruxelles.

Cette excursion m'a valu le plaisir d'entendre un discours de M. Jaspar, l'éminent ministre des affaires étrangères de Belgique. M. Jaspar est un merveilleux orateur: il a la tête, la voix et le geste qui conviennent à ce genre de talent dont ne parlent avec dédain que ceux qui ne le possèdent pas. M. Jaspar est d'ailleurs mieux qu'un virtuose du verbe, et les pilules qu'il enveloppe de papier doré ont le goût un peu amer de la vérité: ces pilules doivent renforcer notre entente avec la Belgique, mais il faut croire que nos amis d'outre-Quévy n'en ont pas besoin, car c'est aux journalistes français seulement qu'il les a fait avaler, avec une bonne grâce et une dextérité charmantes.

M. Jaspar a dit des choses très justes:

—Apprenons à nous connaître entre Français et Belges... Nous ne pourrions qu'y gagner les uns et les autres.

Et M. de Margerie, notre ambassadeur de France, reprit ce thème en insistant sur la nécessité d'une propagande réciproque: en vérité, s'il n'y a pas de frontières naturelles entre la France et la Belgique, il y a, entre ces deux nations, une frontière d'ignorance, de préjugés, de légendes qu'il importe de supprimer.

Justement, en passant à la frontière, j'ai entendu cette authentique réflexion d'un confrère du Midi:

—Alors, nous sommes en Belgique?... C'est très curieux... Ils ont ici les mêmes têtes qu'en France!

—Quelles têtes leur aviez-vous donc prêtées dans votre imagination ensolleillée?

—Je les croyais blonds, un peu roux... comme dans tous les pays du Nord!

L'excellent homme s'imaginait sans doute qu'il avait pénétré dans une contrée vaguement scandinave... Et quand il entendit le chef de la gare de Quévy parler français, il s'exclama:

—Pourquoi ne parle-t-il pas le belge? Ce serait plus couleur locale...

Evidemment, le voyage à Bruxelles n'a pas fait de mal à ce confrère qui ne voit la Belgique qu'à travers les trois actes du Mariage de Mlle Beulemans. Mais combien de Belges s'imaginent que toute la France est boulevard Montmartre!...

Oui, il faut que ces deux peuples, également mal renseignés, systématiques et susceptibles apprennent à se connaître et même à s'aimer. Car l'amitié, la vraie, cela s'apprend, comme l'amour. —Clément Vautel.

## LA DECISION SUR LA HAUTE-SILESE

Paris.—Philippe Millet, dit dans le "Petit Parisien": Le principal obstacle à la délimitation des frontières de la Haute-Silésie a toujours été l'affirmation quasi dogmatique de Lloyd George que la région industrielle de la Haute-Silésie ne pouvait pas être scindée en deux et partagée entre la Pologne et l'Allemagne. Jusqu'ici, les experts avaient été tenus de respecter l'intégrité de ce bloc et de faire en sorte qu'il passât en bloc, soit à la Pologne, soit à l'Allemagne. Maintenant le Conseil vient de les inviter à le considérer comme formé de plusieurs groupements industriels distincts. En tenant compte des inclinations de chacun de ceux-ci, il est facile d'en faire la répartition en traçant une ligne entre les cantons allemands et les centres pro-polonais. Une fois cette ligne établie, il n'y aura plus de problème de la Haute-Silésie.

## SA CHANCE

—Je suis en parfaite harmonie avec les grévistes des chemins de fer...

—Etes-vous bolchéviste à ce point...

—Mais, non mon cher ami, mais ma femme est en voyage et ne peut revenir!

Lecteurs, abonnez-vous à L'Abeyille.